

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou postal
à l'ordre de F. Gambini

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F

Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

16^e ANNEE - N° 285
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
9 au 23 mars 1979

Avec la multiplication des signes de colère ouvrière se renforce la nécessité d'un front prolétarien !

Dans le compte rendu de notre Réunion générale de parti de l'automne 1977, nous écrivions : « Du fait que la crise capitaliste doit aggraver toujours plus la situation de la classe ouvrière et en même temps conduire à affaiblir les facteurs qui pèsent sur la lutte prolétarienne en supprimant les fameuses « garanties » accordées à

de larges franges d'ouvriers, et en accentuant l'évolution des partis opportunistes, la probabilité que la lutte de classe, dans les années qui viennent, devienne aussi un facteur objectif de la crise capitaliste, devra se faire de plus en plus grande ».

Avec, notamment, la grève des mineurs aux Etats-Unis, la grève des hôpitaux en Italie, l'agitation sociale provoquée par la crise de la sidérurgie en France est indéniablement un des signes qui annoncent que la lutte ouvrière ouverte, qui a déjà entraîné les prolétaires de la périphérie du capitalisme, doit aussi revenir en force au cœur des forteresses impérialistes malgré les formidables amortisseurs sociaux et politiques mis en place, mais que la crise doit endommager. Même le très existentialiste journal *Libération*, qui fait dans les mouvements à la mode de type contestataire et marginal, se doit de constater dans son numéro du 26-2 : « Le plan Barre a remis la classe ouvrière traditionnelle en scène ». Vous prétendiez tous l'avoir entermée ? Eh bien, la revoilà !

Mis en mouvement par l'incompressible nécessité, les prolétaires de Longwy ont retrouvé l'instinct de leur classe. D'un coup, en une « déchirure » que bourgeois et opportunistes s'efforcent de raccommoder par tous les moyens, nombre de tabous et d'interdits patiemment inculqués à la classe ont volé en éclats : respect de l'« interlocuteur », du « partenaire social » (représentant, certes, de

l'autre classe, mais avec qui le prolétariat aurait en commun la patrie qui aujourd'hui prend la forme prosaïque de l'« économie nationale ») ; prosternation devant les flics en tant que représentants d'un Etat qui devrait se situer au-dessus des classes (ils ont beau frapper, les prolétaires ne devraient répondre que par la passivité stoïque, car si la police agit ainsi, c'est à cause de la « mauvaise politique » d'un « mauvais gouvernement »). Et quelle magnifique solidarité dans la lutte rompant avec le sacro-saint principe du chacun chez soi dans son usine et tous ensemble seulement vers les urnes électorales !

Devant le cynisme du résultat des « négociations sociales », qui n'ont d'autre but que d'étouffer la lutte et de la paralyser en jetant les travailleurs au chômage au compte-gouttes, et non en bloc, afin de les décourager par l'isolement, la colère a éclaté : par représailles, les chambres patronales, symboles de la puissance du capital, ont été saccagées. Dans la nuit du 24 au 25 février, par représailles contre l'attaque par des policiers des ouvriers occupant l'émetteur de télévision où ils cherchaient à expliquer leur cause à leurs frères de classe, des ouvriers d'une usine

DANS CE NUMERO :

- En Asie, alignement de forces d'un troisième conflit mondial.
- La LCR et la fondation de l'Internationale Communiste.
- Les résidents des foyers en lutte appellent au secours.

ont attaqué le commissariat, tandis que d'autres, pour empêcher l'intervention de gardes mobiles, barraient les accès de la ville. Que de trésors d'énergie, d'esprit de lutte, de talents d'organisation se réveillent en pareil cas ! Mais ce qui est encore le plus encourageant, c'est la difficulté grandissante qu'ont les représentants ouvriers à jouer leur rôle de pompiers sociaux.

Voici ce que disent *Les Echos* du lundi 26 : « Cette « émeute » venant après le règlement social de la restructuration de la sidérurgie et un léger recul du gouvernement sur le calendrier d'application des

(suite page 2)

La classe ouvrière n'a rien à attendre des « plans industriels » mais tout de sa lutte !

Face aux flambées de lutte du Nord et de l'Est, à l'écrasante évidence du chômage croissant malgré les promesses, toutes les forces politiques réunies sous le drapeau national se sont vues stimulées à une escalade verbale, à une débauche de plans et de propositions.

Le petit jeu du « fais-moi peur » parlementaire entre le RPR et le PR n'a pu cette fois encore impressionner personne. Les tonnerres verbaux du RPR sur le chômage n'ont accouché que... d'une demande de « commission d'enquête » sur le nombre réel des chômeurs et de propositions démagogiques pour la liberté d'embauche plus grande dans les petites entreprises, sans « complications administratives » (comprenez : la liberté d'embauche à des conditions négressives et donc aussi de licenciements sans ménagements). Cependant, la mise en scène parlementaire s'est mise en marche pour tenter de berner la classe ouvrière...

Le PCF continue, lui, à exposer sa « relance de la consommation populaire », mais en sourdine..., à réclamer sur tous les tons la protection de « notre » industrie, tout en chantant l'air bourgeois « Il s'agit de produire plus et mieux... » déjà entonné par Marchais au *Rassemblement contre le chômage* du PCF en août 78. Le PS, plus sophistiqué, a mis au point avec les économistes stipendiés de la CFDT des propositions de conquête plus sélective de marchés moins encombrés, dans des créneaux spécifiques. Bref, ces messieurs continuent de discuter plans et solutions industrielles dans le respect religieux de l'ordre capitaliste, alors même que les chiffres et les statistiques crient de plus en plus fort cette vieille vérité marxiste : **comme le développement industriel, le « redressement industriel » se fait sur le dos des prolétaires ; investir et restructurer c'est accroître le chô-**

(suite page 4)

Réunions publiques

● Grenoble

le vendredi 23 mars, à 20 h 30
Salle Millet, 11, rue Millet.

Non au contrôle de l'immigration !

● Bordeaux

le vendredi 30 mars, à 20 h 30
Amphithéâtre Leroux
Faculté Pasteur - Cours Pasteur.

Pour la défense du prolétariat contre l'offensive bourgeoise

Auschwitz ou le grand alibi

Tel est le titre de la dernière brochure (n° 11) parue dans la série « Le Prolétaire »
24 pages - Prix : 3 F.

En Asie se précisent les alignements de forces d'un troisième conflit impérialiste mondial

L'Asie est aujourd'hui sans aucun doute un des points sensibles des affrontements inter-impérialistes. De plus, les problèmes stratégiques particuliers à ce continent (aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est) sont très étroitement liés entre eux. Il suffit de rappeler qu'à l'importance de l'Iran pour la surveillance de la route du pétrole qui part du Golfe Persique (et naturellement pour la fourniture du pétrole lui-même) fait pendant

l'importance exceptionnelle de l'Indochine comme base stratégique pour le contrôle (ou au contraire le blocage) des voies maritimes reliant l'Océan Indien à l'Océan Pacifique par le détroit de Malacca, par où passe, entre autres, une grande partie des matières premières à destination du Japon (80 % du pétrole que reçoit ce pays).

Pendant de longues années, au cours du second après-guerre, ces routes essentielles ont été contrôlées par les Etats-Unis. Mais aujourd'hui, tout en maintenant, avec leurs concurrents et « alliés » les plus importants en Asie (les Japonais), leur domination sur toute la chaîne insulaire qui va de la Micronésie au Japon, aux Philippines, à l'Indonésie et jusqu'à Diego Garcia, les Etats-Unis ont perdu avec l'Indochine un bastion de grande importance, et il est clair qu'au Moyen-Orient ils ne retrouveront pas de sitôt une force de stabilité comparable à l'armée du chah, aujourd'hui largement abimée. Peut-on croire que l'Egypte qui se porte candidat pourra remplir durablement ce rôle ?

De son côté, l'URSS n'a pas lésiné sur les moyens et les manœuvres diplomatiques de grande envergure pour prendre pied dans la région. Il suffit de penser à ses rapports relativement bons avec l'Inde, au récent coup d'Etat pro-soviétique en Afghanistan, à la présence soviétique au Yémen — qui vient de tenter de profiter de la situation pour desserrer l'étau saoudien —, en Ethiopie, etc.

Mais alors que, en ce qui concerne l'Iran, les perspectives à terme pour les Etats-Unis sont encore incertaines, en Indochine la situation s'est très rapidement détériorée en un peu plus d'un an.

En Asie du Sud-Est non seulement on a vu s'accroître l'influence soviétique, mais d'autres « joueurs » se sont mis de la partie. En effet l'« hégémonie » vietnamienne s'y est heurtée à l'« expansionnisme » chinois. Ainsi, la Chine a essayé d'isoler Hanoï en établissant des rapports avec les pays de l'ASEAN (Philippines, Indonésie, Thaïlande, Malaisie, Singapour) et en faisant pression sur les Japonais et les Américains pour qu'ils ne satisfassent pas les demandes de crédits avancées par les Vietnamiens, et ces derniers se sont liés encore plus à l'URSS pour obtenir aussi bien un appui diplomatique que des prêts et une aide alimentaire.

La guerre entre le Vietnam et le Cambodge a servi de détonateur pour toute une série de tendances qui s'étaient manifestées précédemment et dont le ressort principal est l'antagonisme croissant entre Chinois et Soviétiques, marqué par le rapprochement entre Pékin et Tokyo, Pékin et Washington. Les pays de l'ASEAN auxquels la Chine offre, en échange de leur bienveillance, de renoncer à appuyer les mouvements internes d'opposition qui les menacent, ont pris une position condamnant ouvertement la politique de Hanoï. Eux aussi, en effet, ont intérêt à contenir aussi bien le développement d'une nouvelle

puissance, le Vietnam, que l'accroissement de l'influence soviétique dans la région. La Thaïlande en particulier craint pour sa sécurité, d'autant plus qu'existe dans le pays une forte opposition sur laquelle Hanoï pourrait être tenté de prendre appui pour consolider la « vietnamisation » de la péninsule indochinoise.

De là découlent d'autres conséquences importantes : Tokyo a condamné l'agression vietnamienne contre le Cambodge et a suspendu son aide économique au Vietnam. En effet, le Japon qui est la puissance économique dominante dans l'Asie du Sud-Est, a des intérêts primordiaux à défendre dans la région, tant du point de vue commercial et des matières premières que du point de vue stratégique (la Malaisie et l'Indonésie « surveillent » le détroit de Malacca qui est essentiel pour sa sécurité et pour ses importations). Le Japon aussi voit donc se renforcer ses liens avec les Etats qui montrent qu'ils n'apprécient ni la poussée vietnamienne ni la poussée soviétique.

La récente attaque du Vietnam par la Chine ne bouleverse nullement le cadre de la situation en Asie du Sud-Est, elle en accentue seu-

(Suite page 4.)

Avec la multiplication des signes de colère ouvrière...

(suite de la page 1)

mesures ne laisse pas d'inquiéter les responsables syndicaux. En effet, il n'est pas possible, dans une région comme la Lorraine, de faire porter la responsabilité de ces violences à l'extrême gauche ou à des autonomes fantômes. Il s'agit bien d'un sursaut des salariés qui, après avoir connu souvent plusieurs reconversions, se retrouvent aujourd'hui le dos au mur. Leurs réactions sont celles de « desperados » que les syndicats ont bien du mal à encadrer. Depuis des semaines, les organisations professionnelles s'efforcent de canaliser le mécontentement, de contrôler les actions et d'éviter les affrontements violents. La « nuit de Longwy » illustre les difficultés qu'éprouvent les syndicats à maîtriser la situation.

Qui n'a été ragailardi par la manière dont les ouvriers qui attaquent le commissariat ont hué le maire PC de Longwy, Porcu, qui lançait : « La lutte doit se passer dans les usines. Non à l'affrontement » ! Réflexe de bonze révélateur, et qui devient une insulte le jour où les ouvriers sont licenciés et où le syndicat contribue à les couper de leurs liens avec les autres prolétaires en leur refusant l'inscription à la section syndicale...

Nul doute que la manière dont ces ouvriers de Longwy ont agi et passé outre aux conseils de fatalisme et de résignation a encouragé les prolétaires en lutte dans d'autres secteurs où ils sont, eux aussi, isolés de leurs frères de classe par la politique opportuniste de cloisonnement syndical et de soumission aux exigences de l'économie nationale et de la paix sociale. Le vent de solidarité envers les postiers de Trappes qui souffle dans les centres de tri de la région parisienne n'est-il pas en partie un enfant de Longwy ? Et n'est-il pas temps que les ouvriers combattifs forcent le mur du cloisonnement syndical que les bonzes ont dressé vis-à-vis de la lutte des prolétaires immigrés qui dure depuis bientôt cinq ans et se trouve aujourd'hui soumise à une accentuation de la pression policière et des persécutions racistes ?

L'enthousiasme que suscite chez les communistes révolutionnaires de tels élan de colère prolétarienne, de tels épisodes où des groupes de prolétaires renouent instinctivement avec la tradition de lutte de leur classe, une classe qui ne vit que pour autant qu'elle lutte contre le capitalisme, ne tient pas seulement à la confirmation de leur prévision. La théorie ne serait pas la théorie révolutionnaire si son utilité n'était pas d'avoir pu maintenir intactes les armes de cette lutte, celles qui peuvent non seulement la fortifier, lui donner son maximum d'essor en combat-

tant les obstacles à son développement, mais aussi lui permettre de dépasser les limites auxquelles elle se heurtera nécessairement en prenant de l'élan.

Les obstacles au développement de la lutte sont encore nombreux. Ils sont bien entendu dans le travail de sabotage actif de réformisme mais ils sont aussi dans la force du passé, la terrible force d'inertie d'une période où la préoccupation centrale inculquée aux prolétaires, avec d'autant moins de difficultés que le capitalisme était en expansion, était d'éviter la lutte. Aujourd'hui où celle-ci vient nécessairement, il reste toute la paralysie provoquée par les oppositions de catégorie, de race, de sexe, de nationalité, artificiellement attisées et par la bourgeoisie et par les bureaucraties syndicales et que l'« extrême gauche » suiviste refuse de combattre de façon conséquente. Les obstacles, ce sont les mythes de la solidarité avec l'entreprise, avec l'économie nationale que les bourgeois et les bureaucraties syndicales exaltent pour entraver la lutte, pour opposer les travailleurs entre eux. La grande campagne menée par le PCF et la CGT mais aussi par la CFDT, quoi qu'elle en dise, ne porte-t-elle pas sur la « bonne politique » qui doit permettre à l'industrie nationale de vaincre dans la compétition internationale ou de se protéger contre elle, ce qui en Lorraine ou dans le Nord revient à exciter le chauvinisme anti-allemand ou anti-européen ?

Ces obstacles peuvent désormais être combattus non seulement par la propagande, mais également dans les faits, en prenant appui sur le besoin de renforcement et d'élargissement de la lutte de classe pour abattre les cloisons qui la gênent et briser les entraves qui la paralysent.

Voyons d'ailleurs comment la bourgeoisie agit avec intelligence. Elle sait d'expérience qu'élever une digue face à une puissante inondation c'est risquer la rupture de la digue et peut-être une catastrophe. Aussi cherche-t-elle à ouvrir les canaux de dérivation qui provoqueront, certes, des dégâts, mais moins importants. C'est bien ce qui se passe quand elle cherche à éviter le choc frontal entre les forces de l'ordre et celles de la classe ouvrière et quand elle laisse jouer les bureaucraties syndicales. Les ouvriers se lancent-ils vers un commissariat ? Les bonzes sont chargés de les diriger vers la chambre patronale déjà désertée par les bourgeois, dûment prévenus. Se dirigent-ils vers un bâtiment public ? On cherche à les conduire vers une gare où vider un train de minerai « étranger ». Le font-ils qu'on crie : « A l'autoroute ! » et enfin, s'ils pensent à y aller d'eux-mêmes, le mot d'ordre devient : « Occupons l'usine ! ».

Le cynisme avec lequel les bureaucraties syndicales mènent cette politique d'endiguement des énergies de classe et d'épuisement dans des actions spectaculaires sans lendemain est tel qu'elles en viennent à parler ouvertement de « programmes de rodéos », de « défolement »...

Dès lors que les forces ont été contenues, il n'y a plus qu'à donner le change par une « vaste action » de type journée nationale qui, en donnant l'illusion de la solidarité, détruit son tranchant de classe et ne lui laisse plus d'autre issue qu'une intervention sur le terrain parlementaire, absolument stérile pour la classe.

Naturellement, l'accomplissement de cette politique criminelle donnera de plus en plus de mal à la bourgeoisie et à ses larbins, qui seront de plus en plus incapables d'éviter précisément les étincelles qui jaillissent des heurts frontaux provoqués par l'approfondissement de la crise économique. Mais cette politique gardera son efficacité contre-révolutionnaire tant que les prolétaires les plus combattifs ne pourront pas opposer à l'orientation capitaliste des bonzes syndicaux un véritable pôle de lutte et d'orientation par dessus les limites de catégorie, d'entreprise et de nationalité.

La tâche la plus urgente, dont l'accomplissement permettra à terme de contrer victorieusement le sabotage opportuniste, réside dans le travail obstiné pour tisser un réseau durable de liaisons entre les groupes de prolétaires combattifs.

Mais ceci ne peut se faire sérieusement que si les nœuds de ce réseau échappent à l'opportunisme car il ne saurait, lui, les utiliser que comme autant de coupe-circuits, comme un système de disjoncteurs par lequel on empêche le courant de classe de circuler. La lutte pour cet objectif est donc inséparable de la lutte contre la politique de trahison opportuniste qui détourne la réaction ouvrière vers des « solutions » industrielles, vers la soumission aux objectifs de l'économie nationale, une lutte qui mette en avant l'union des prolétaires et non la concurrence entre tous. Cette lutte est aussi inséparable de la lutte des ouvriers les plus combattifs pour opposer un front de classe prolétarien au front uni de la bourgeoisie et des opportunistes. Tel est l'objectif le plus immédiat qui, une fois atteint, servira de levier pour l'organisation des larges masses prolétaires lorsque les luttes en grand de la classe mettront cette question à l'ordre du jour.

Un tel objectif n'est pas à opposer à la tâche des communistes qui est de développer une propagande contre les fausses solutions à la crise, contre les prétendues voies de salut représentées par « un nou-

veau type de développement » style Maire — Rocard, ou Marchais — Krasucki, contre le chauvinisme, le militarisme, la préparation « psychologique » à la guerre, et parallèlement la propagande pour une issue révolutionnaire à la crise du capitalisme. Cet objectif n'est pas, à plus forte raison, une manière préalable que nous mettrions à notre tâche de propagande théorique et politique. Bien au contraire.

D'abord parce que la défense de la théorie, des principes et des conditions de la révolution, la démolition des théories et programmes adverses est une tâche permanente de parti. Ensuite, parce que l'objectif que nous fixons à la lutte immédiate, et à la réalisation duquel le parti se doit de contribuer le mieux possible, ne pourrait être atteint de façon satisfaisante sans la lutte conséquente, non seulement contre toutes les hésitations et les capitulations d'une prétendue extrême gauche qui est de plus en plus institutionnellement à la traîne des partis de gauche et des bureaucraties syndicales, mais également contre les nouvelles formes plus « romantiques » d'opportunisme qui ne manqueront pas de fleurir en réaction au sabotage réformiste et centriste, à savoir des formes de syndicalisme, de conseilisme, d'autonomisme, de terrorisme, etc. De plus parce que les événements qui s'accroissent élargissent le terrain pour démontrer, et pratiquement c'est la meilleure des propagandes, que seule la révolution prolétarienne peut apporter une amélioration durable au sort de la classe ouvrière en la faisant sortir des tourments du capitalisme : le chômage, l'abrutissement au travail, l'insécurité, le despotisme dans la société et l'usine, la guerre. Enfin et surtout parce que cette propagande est indispensable vis-à-vis de ces prolétaires qui prennent sur leurs épaules la tâche difficile d'organiser leurs camarades, afin qu'ils puissent se donner une vision toujours plus générale des conditions et du théâtre de la guerre de classe : guerre qui est par nature non pas locale ni même étroitement nationale, mais bien mondiale. Ils ont besoin d'entrevoir que l'issue de cette lutte doit être révolutionnaire sous peine de rendre vains tous les sacrifices consentis par la classe. Ils doivent donc, en se rapprochant du parti, se faire les artisans de la pénétration des principes communistes dans la lutte.

C'est à cette seule condition que le marxisme révolutionnaire peut permettre à la lutte immédiate de briser demain ses limites purement immédiates et contingentes pour devenir un levier d'une lutte générale contre l'Etat capitaliste.

C'est à cette condition que la lutte immédiate peut devenir l'« école de guerre du communisme ».

Les résidents des foyers en lutte appellent au secours

La grève dans les foyers de travailleurs immigrés est entrée dans sa cinquième année. Rien n'a eu raison de la combativité et de la détermination des résidents, ni les coups répétés de la bourgeoisie, ni l'abandon et le sabotage des organisations syndicales et des partis de gauche.

Cependant l'évolution de la situation ces derniers mois est alarmante. Maître d'œuvre de la répression, Stoléro — qui s'est chargé « personnellement » d'en finir avec cette grève —, a mobilisé toute la classe bourgeoise dans un plan de liquidation de la lutte mené méthodiquement, avec directives aux préfets et concertations avec la Sonacotra et les autres organismes gestionnaires des foyers. L'enjeu : briser l'épine dorsale de la lutte, le Comité de Coordination, organisation immédiate ouvrière qui s'est placée sur un terrain de classe, et qui a fait la preuve de sa force et de son influence parmi les travailleurs (rappelons les 20.000 manifestants à son dernier appel le 18-11-78), briser la seule organisation qui soit en mesure de mobiliser pratiquement des ouvriers français et immigrés contre le renvoi de centaines de milliers d'immigrés décidé par le patronat et l'Etat grâce au non-renouvellement des papiers.

L'attaque bourgeoise est menée avec le concours zélé des forces de gauche qui contribuent entre autres à définir les moyens législatifs utilisables par la bourgeoisie contre les prolétaires immigrés. C'est pourquoi, complémentairement au projet de loi gouvernemental sur l'immigration, le PS a déposé un projet de loi (voir Le Prolétaire n° 284) pour la session de printemps.

Les directions syndicales, partisans du contrôle de l'immigration, mais également de l'Aide personnalisée au logement et de la mise à l'écart du Comité de Coordination, convergent avec le plan de Stoléro. Elles participent à la commission Delmon, se réunissent sous le manteau avec Stoléro sur les problèmes, entre autres, du renouvellement des papiers et du logement, tandis qu'elles tentent, à l'instar du PCF, de mettre le pied dans les foyers à la faveur du désarroi provoqué par

la répression pour les isoler du Comité de Coordination et de certaines tendances des Comités de Soutien.

Après l'échec de la manœuvre de division des allocations APL et ATL, suggérée par les syndicats et dénoncée par le Comité de Coordination, le corps de fonctionnaires bourgeois constituant l'appareil judiciaire a été mobilisé dans des centaines de procès contre les plus combattifs des résidents, pour obtenir expulsions, saisies-arrêts sur salaires, et maintenant fermeture de foyers (10 sont concernés). Dans son ensemble, il a répondu parfaitement aux sollicitations des sociétés Sonacotra, ADEF, etc., et de Stoléro. Par exemple, sur les 24 procès qui se sont déroulés contre de nombreux résidents, les 15 premiers jours de février, 8 seulement leur ont été favorables. Autre exemple : la cour d'appel de Versailles, qui à l'audience avait relevé publiquement le vide du dossier de la Sonacotra, a condamné quand même, et sans la moindre discussion des arguments soumis, les résidents à l'expulsion. Et cela même si localement, sous la pression d'une forte mobilisation au tribunal ou pour cause de tendance démocrate chez le juge (Montreuil), quelques reports ou décisions d'incompétence ont été obtenus. Là où des jugements ont été favorables, ils ont surtout servi tout compte fait, outre à donner l'illusion d'une justice « neutre », à dérouter et démoraiser les résidents, car le même tribunal a souvent rendu ensuite dans d'autres procédures ou dans la même du fait de la vaine des juges (Saint-Denis, Ivry, Pontoise, Saint-Germain, Sannois, etc.), des décisions défavorables.

Ainsi, des centaines de résidents dans toute la France ont été condamnés à l'expulsion avec effet au 15 mars, fin de l'hiver. Les prétextes juridiques « légaux » aux interventions policières dans les foyers sont tout prêts.

Mais l'offensive principale porte surtout sur les saisies-arrêts sur salaires, pour diviser les résidents entre ceux qui les subiront et les autres, et tenter de les acculer à cesser la

grève, sous la pression de la misère et des besoins de leur famille restée au pays. Des centaines de décisions ont été prononcées, pour des sommes représentant les arriérés pouvant dépasser 1 million pour chaque résident. Le caractère « provisoire » de la décision dans l'attente de la confirmation de l'arrêt ne permet pas de contre-attaquer juridiquement, par contre elle est immédiatement exécutoire (sans attendre, comme à Pierrefitte, l'expertise comptable et d'architecture que le même tribunal avait demandé deux mois plus tôt...). Mieux, elles sont parfois notifiées aux patrons avant le procès ! Par exemple, à Pierrefitte, une amputation de salaire de plus de 1.000 F a été pratiquée le 4 février, alors que la décision était rendue le 5. La soi-disant conciliation offerte avant le procès est une véritable entreprise terroriste d'intimidation du résident, qui se retrouve seul, coupé de ses camarades, face au juge et à travers lui à toute la force de l'Etat. On lui demande de fixer lui-même le montant de la saisie contre l'engagement écrit de reprendre les paiements. Les résidents ont refusé cette manœuvre de division et de pression sur les plus faibles. Les amputations sur le salaire sont extrêmement importantes, la réglementation exige par exemple 800 F sur un salaire de 3.000 F, et certaines vont au-delà (1.300 F sur les allocations du mois d'un résident chômeur à Ivry).

Parallèlement, des centaines de policiers et de CRS envahissent les foyers, réveillant brutalement les résidents à 5 heures du matin avec contrôle d'identité sous prétexte de chasse aux clandestins, intimidations et matraquage (Saint-Ouen-l'Aumône, Sannois, Nancy, Strasbourg, Saint-Denis).

Dans certains foyers (Montreuil, Villejuif...), les gérants en cheville avec la police refusent à des résidents grévistes une attestation de résidence, tandis que le commissariat fait croire que l'attestation de résidence est obligatoire pour obtenir la carte de séjour, alors qu'elle ne sert qu'à indiquer à quel commissariat s'adresser pour obtenir cette carte. Cela

fait aussi le jeu des municipalités de gauche, les mairies pouvant délivrer l'attestation et les résidents étant obligés de s'adresser à elles. Sur ordre de la Sonacotra, les gérants bloquent les chambres quand les résidents s'en vont, le taux d'occupation n'est aujourd'hui que de 80 % seulement, alors que tous les jours des travailleurs demandent des chambres. Des bâtiments entiers sont vides dans plusieurs foyers (Pierrefitte, Villemonble, etc.). A Villejuif, le gérant les loue à ceux que lui recommande le veilleur de nuit raciste et qui s'engagent à payer.

Autre face de ce véritable état d'exception pesant sur les travailleurs immigrés, les agressions et crimes racistes contre des résidents se poursuivent dans l'impunité comme à Colombes (attaque armée) ou à Boissy-Saint-Léger : obligé de passer pour rentrer au foyer devant un centre commercial affichant « interdit aux arabes et aux chiens », un résident a été agressé par des vigiles. La bagarre qui les a opposés aux résidents appelés en renfort a fait plusieurs blessés, 8 résidents sont poursuivis en justice.

L'élargissement de la lutte vers les entreprises a été saboté depuis le début par les directions syndicales qui entourent la lutte d'un véritable cordon sanitaire, et par les faux amis qui mènent un travail de frein jusqu'à l'intérieur des « comités de soutien ». Il a également été retardé par la mobilisation d'énergie qu'a suscitée la bourgeoisie avec sa longue « campagne juridique » épuisante pour les travailleurs. Il est aujourd'hui une nécessité absolue surtout à l'heure où commencent les saisies-arrêts sur salaire.

Mais ces dernières sont en même temps un moyen de sensibilisation des travailleurs sur le sort de leurs frères immigrés. Il faut tout faire pour briser le mur élevé par les syndicats autour de la lutte et apporter la solidarité de toute la classe à la lutte des résidents.

Nous reviendrons prochainement sur le sabotage de la CGT et de la CFDT, sur les exigences de la lutte, du travail dans les Comités de Soutien, et la politique du Comité de Coordination.

Moscou, mars 1919 : il y a 60 ans naissait la III^e Internationale

La LCR et la fondation de l'Internationale Communiste

Dans un article sur *Hégémonie, autogestion et dictature du prolétariat* (« Critique Communiste », n° 16, pp.71-72), Daniel Bensaïd et Antoine Artous écrivent :

« Au lendemain de la révolution russe, les thèses de la Troisième Internationale restent ambiguës et souvent contradictoires en ce qui concerne la problématique des rapports avant-garde/masses, et notamment les rapports parti/syndicat/soviet. Avant le tournant du III^e Congrès, on peut même dire que les deux premiers congrès subordonnent politiquement et organisationnellement les organisations de masse au parti. Il faut chercher à en comprendre les raisons dans le contexte social et politique de l'époque : idée dominante du grand parti unique de la classe ouvrière embrassant toutes ses organisations (idée héritée de la social-démocratie allemande), faiblesse sociale du prolétariat et fragilité consécutive des soviets...

« C'est donc à partir des leçons de l'histoire (étude critique des thèses des premiers congrès de l'Internationale Communiste, combat de l'opposition de gauche contre le stalinisme) et des conditions sociales de notre temps (force du prolétariat), que nous avons fait des problèmes de la démocratie ouvrière un axe fondamental de notre programme.

a) En affirmant la souveraineté des structures d'auto-organisation de masse : comités de grèves, conseils, soviets, assemblées générales. Nous y voyons les organes de l'auto-détermination et de l'auto-émancipation du prolétariat, par rapport auxquels les partis ouvriers sont des forces de proposition qui défendent leur programme en acceptant la souveraineté de la classe [...].

b) En défendant une conception fédérative de la démocratie dans les syndicats, qui est le meilleur garant de leur unité : dans les discussions internes, les militants ne sont pas les porte-parole d'une fraction politique, mais des instances par lesquelles ils sont mandatés [...].

c) En défendant au sein du mouvement ouvrier le principe de la pluralité des partis, du multipartisme, avant comme après la prise du pouvoir. Cette reconnaissance implique évidemment que soit mis fin à toute forme d'exclusivité dans le mouvement ouvrier. La meilleure garantie en est que chacun des partis reconnaisse le droit de tendance dans ses propres rangs : au-delà d'un droit organisationnel, il faut y voir en effet la définition du parti comme d'une avant-garde qui synthétise des pratiques différenciées et admet la relativité de ses « vérités » (puisqu'elles sont passibles d'une discussion organisée dans ses propres rangs) ».

Au-delà des falsifications (« thèses ambiguës et souvent contradictoires », « le tournant du III^e congrès »), voilà qui définit très clairement le fétichisme démocratique et constitutionnaliste de la LCR et son opposition frontale à ce qui constitue en fait le noyau fondamental des deux premiers congrès de l'Internationale Communiste et du marxisme tout court : le rôle dirigeant du parti communiste unique avant, pendant et après la révolution prolétarienne.

En fait d'ambiguïté et de contradiction, les thèses des deux premiers congrès de l'Internationale Communiste sur « la problématique des rapports parti/syndicat/masse et notamment les rapports parti/syndicat/soviet » sont on ne peut plus claires et univoques. Bien loin d'être déterminées par le « contexte social et politique de l'époque », elles se rattachent tout simplement aux fondements de la théorie marxiste.

Les thèses du II^e Congrès sur *Le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne* étaient conçues pour délimiter sans équivoque possible la position des commu-

C'est un élément de clarification que nous ne pouvons que saluer, quand des opportunistes se voient obligés de brûler ce qu'ils avaient auparavant fait semblant d'adorer, et de rayer de leur tradition telle ou telle partie vivante du marxisme. C'est ainsi que la LCR, qui se revendique en principe des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste, émet force réserves sur les deux premiers, c'est-à-dire en réalité sur les véritables bases constitutives de l'Internationale. Et ces réserves ne portent pas sur des points de détail, puisqu'elles ne concernent rien de moins que le rôle du parti et ses rapports avec la classe et les organisations intermédiaires, d'une part, les conditions d'admission à la nouvelle Internationale, d'autre part.

nistes marxistes de celle des révisionnistes tant de droite (réformistes, social-démocrates, labouristes) que de gauche (syndicalistes-révolutionnaires, anarchistes). Dès le début, elles affirment le rôle d'avant-garde et de direction du parti par rapport à la classe : « Le Parti Communiste ne se distingue de la grande masse des travailleurs que par le fait qu'il possède une vision générale du cours historique de la classe ouvrière et que, à tous les tournants de ce parcours, il défend non pas les intérêts de catégories et de groupes particuliers, mais ceux de la classe ouvrière dans

son ensemble. Le Parti Communiste constitue la force organisatrice et politique à l'aide de laquelle la fraction la plus avancée de la classe ouvrière dirige les masses prolétariennes et semi-prolétariennes dans la bonne direction ».

Comme le dit notre texte classique de 1921, *Parti et classe* : « Bien qu'il ne comprenne qu'une partie de la classe, c'est le parti seul qui lui donne son unité d'action et de mouvement, parce qu'il regroupe les éléments qui, dépassant les limites de catégorie et de localité, sentent et représentent la classe ».

Le rôle dirigeant du Parti

En doctrine, l'idée de « souveraineté de la classe » mise en avant par Bensaïd-Artous représente la version « ouvrière » de ce même idéalisme et démocratisme dont l'idée de « souveraineté populaire » est la variante bourgeoise. C'est oublier que, selon le matérialisme marxiste, la conscience révolutionnaire ne peut résider que dans une minorité d'avant-garde. Reprenons *Parti et Classe* : « Si la conscience des hommes est le résultat et non la cause des caractéristiques du milieu où ils sont contraints de vivre et d'agir, la règle ne sera jamais que l'exploité, l'affamé, le sous-alimenté peuvent se convaincre qu'ils doivent renverser et remplacer l'exploiteur bien nourri et pourvu de toutes les ressources et de toutes les capacités. Ceci ne peut être que l'exception. La démocratie électorale bourgeoise court au devant de la consultation des masses, car elle sait que la majorité répondra toujours en faveur de la classe privilégiée, et lui délèguera volontairement le droit de gouverner et de perpétuer l'exploitation [...] ».

« Si donc le parti faisait toute la masse prolétarienne juge des actions et des initiatives qui lui incombent en propre, il se lierait à un verdict qui serait presque sûrement favorable à la bourgeoisie, et de toute façon moins éclairé, moins avancé, moins révolutionnaire, et surtout moins dicté par la conscience de l'intérêt véritablement collectif des travailleurs et du résultat final de la lutte révolutionnaire que celui émanant exclusivement de l'organisation de parti.

« L'idée d'un droit du prolétariat à disposer de son action de classe n'est qu'une abstraction sans aucun contenu marxiste, et qui cache le désir d'amener le parti révolutionnaire à s'ouvrir à des couches moins évoluées, car à mesure que ceci se produit, les décisions qui en résultent se rapprochent de plus en plus des conceptions bourgeoises et conservatrices ».

C'est bien pourquoi, historiquement, l'idée de « souveraineté de la classe » contre la primauté du parti a toujours été mise en avant par les tendances droitières pour justifier leurs propres trahisons. Les thèses du II^e Congrès l'affirment en toutes lettres, contre tout suivisme à l'égard de l'état d'esprit momentané des « masses » : « C'est ainsi, par exemple — disent les thèses — qu'au début de la guerre impérialiste de 1914, les partis social-trahisseurs de tous les pays, soutenant « leurs » bourgeoisies respectives, ne manquaient pas de justifier leur conduite en invoquant la volonté de la classe ouvrière. Ils oublièrent, ce faisant, que si même il en avait été ainsi, la tâche du Parti prolétarien dans une telle situation aurait été de s'opposer à l'état d'esprit de la majorité des ouvriers et de défendre envers et contre tous les intérêts historiques du prolétariat. C'est ainsi — ajoutent encore les thèses — qu'à la fin du XIX^e siècle les menchéviks de l'époque (ceux qu'on nommait « économistes ») répudiaient la lutte politique ouverte contre le tsarisme parce que, disaient-ils, la classe ouvrière dans son ensemble n'était pas encore en état de comprendre la nécessité de la lutte politique. De la même façon, les indépendants de droite en Allemagne justifient leurs hésitations et leurs demi-mesures par les « désirs des masses » — sans comprendre que le Parti est là précisément pour précéder les masses et leur montrer le chemin ».

*

C'est la même idée de la fonction dirigeante du Parti dans la révolution, dans sa préparation et dans sa consolidation, qui justifie les rapports entre le Parti et les organisations « de masse », et la hiérarchie descendante établie par les thèses du II^e Congrès (thèse

tout après la prise du pouvoir, au moment où la lutte atteint son point culminant et où la classe a plus que jamais besoin d'une « unité de volonté, d'orientation et d'action » (Trotsky, *Terrorisme et communisme*). Et le parti ne peut prétendre donner à la classe cette unité que parce que lui-même possède un « programme d'action bien défini et une discipline intérieure incontestée » : programme et théorie uniques, à prendre ou à laisser, reconnus par tous ses membres et donc base de l'unité organisationnelle du parti.

*

En 1920 la tâche de former de tels partis, véritablement communistes, capables d'entreprendre systématiquement la préparation du prolétariat à la révolution et à la dictature, était partout à l'ordre du jour. Or les dirigeants bolcheviks de l'Internationale étaient bien conscients du fait que, face à cette tâche, l'« immense danger immédiat pour le succès de la libération du prolétariat » consistait en ceci : que « certains des anciens partis de la II^e Internationale, tantôt cédant plus ou moins inconsciemment devant les désirs et la pression des masses, tantôt les trompant consciemment pour conserver leur ancienne situation d'agents et d'auxiliaires de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, proclament leur adhésion conditionnelle et même inconditionnelle à la III^e Internationale, tout en restant en fait, dans tout leur travail pratique et politique, sur les positions de la II^e Internationale » (Lénine, *Thèses sur les tâches principales de l'Internationale Communiste*, § 1).

De là notamment la nécessité de formuler des conditions d'admission qui définissent une tactique impérative et qui empêchent les réformistes et les centristes hâtivement convertis d'entrer dans les partis communistes en cours de formation et d'y constituer un poids mort ou, pire, un facteur de sabotage. Dans cette tâche les bolcheviks reçurent l'appui actif de notre courant, qui proposa différents amendements destinés à rendre plus sévères les conditions. C'est ainsi que fut ajouté le célèbre 21^e point, selon lequel « les adhérents au parti qui rejettent par principe les conditions et les thèses formulées par l'Internationale communiste doivent être exclus ».

Tous les amendements ne furent pas adoptés, et si les normes d'action pratique contenues dans les conditions furent bien présentées comme indiscutables, les normes de constitution et d'organisation des partis manquèrent dans une certaine mesure de rigidité. Mais leur esprit antiréformiste et anticentriste suffit pour que Daniel Bensaïd trouve dans les 21 conditions et la collaboration avec notre courant une confirmation du « cours volontariste et gauchiste des deux premiers congrès » (*La révolution et le pouvoir*, pp. 312 et suivantes) et déplore que la 21^e condition ait entraîné une scission « automatique », peu compréhensible « aux yeux des masses », « dans tous les partis où l'adhésion à l'Internationale bénéficiait d'une majorité relative (à plus forte raison si elle était minoritaire) », comme si le parti devait attendre la compréhension des masses pour se séparer des agents de la bourgeoisie dans ses propres rangs !

Pour D. Bensaïd (comme pour les historiens du PCF...) l'Internationale ne naît véritablement qu'avec la « rectification » amorcée par le III^e Congrès avec l'adoption du mot d'ordre de la « conquête de la majorité » de la classe ouvrière et de la tactique du front unique, qui ferait, selon Bensaïd, des partis sociaux-démocrates « des interlocuteurs durables au sein d'un mouvement ouvrier durablement divisé ». Il y a à la une double falsification. D'abord, on insinue que les deux premiers congrès se situeraient sur un plan putschiste, alors que les *Thèses sur les tâches fondamentales de l'Internationale Communiste*, de 1920, affirment en toutes lettres la nécessité, pour la victoire du socialisme, d'« entraîner et conduire à la suite de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, de son parti communiste, non seulement tout le prolétariat ou son énorme, son écrasante majorité, mais encore toute la masse des travailleurs et des exploités du capital ». Ensuite, on laisse croire que les bolcheviks, avec les thèses sur la tactique du III^e Congrès, auraient renoncé en quelque manière à la lutte des années précédentes contre le réformisme et le centrisme, alors qu'il s'agissait au contraire d'apprendre aux jeunes partis communistes à les affronter sur le terrain pratique, devant les masses. Malgré les spéculations des centristes de l'époque et même si elles purent donner lieu à des interprétations et à des applications discutables dans les partis communistes occidentaux, ni la tactique de la conquête des masses ni celle du front unique n'avaient, dans l'esprit des bolcheviks, rien d'un reniement, et Bensaïd aurait bien tort d'y voir des justifications à la pratique suiviste de la LCR vis-à-vis des pseudo « partis ouvriers » et de leur gouvernement.

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 21 (mars 1979) de

Kommunistisches Programm

- Die Laufbahn des Weltimperialismus Die Offensive des Kapitals gegen die Arbeiterklasse.
- Der Terrorismus und der schwierige Weg der allgemeinen Wiederaufnahme des Klassenkampfes.
- Nicaragua : Lehren eines niedergeschlagenen Aufstands.
- Die Ergebnisse der imperialistischen Herrschaft im Iran (2. Teil).

La classe ouvrière n'a rien à attendre des « plans industriels »

(suite de la page 1)

mage, la pression sur les salaires, la part du capital au détriment de la vie des ouvriers. L'intérêt des spéculations de la gauche dans ce domaine étant, principalement, de semer des illusions chez les prolétaires sur la compatibilité de leur défense et de celle de « leur » industrie nationale — et accessoirement, d'épargner à la bourgeoisie quelques études de marché.

Il est clair que la classe ouvrière ne peut attendre son salut d'un plan économique quelconque. Tant que dure le capitalisme, tous les plans signifient : davantage d'exploitation, davantage de concurrence entre les travailleurs ! La seule planche de salut est, dans l'immédiat, dans la lutte résolue pour la défense collective des conditions de vie et de travail, en attendant d'être assez forts pour en découdre avec l'Etat et détruire le capitalisme.

Mais la gauche politique et syndicale a mis l'accent, depuis les incidents de Lorraine surtout sur un autre volet de ses propositions : la réduction du temps de travail. Celle-ci est essentiellement présentée, non comme un besoin des prolétaires contre l'exploitation et la fatigue, pour leur survie et leurs possibilités de lutte, mais comme une solution au chômage, et une façon d'éviter ce paradoxe qui scandalise tous les moralistes, de Chirac à Krasucki en passant par le bureau national de la CFDT : sous-payer des prolétaires à ne rien faire alors qu'on pourrait les sous-payer à produire du capital...

La CFDT avait ouvert sa campagne dès 78, et elle l'amplifie aujourd'hui : « travailler moins pour travailler tous » (Editorial de *Syndicalisme* du 1-3-79) : vers les 35 heures, pour la 5^e équipe dans le travail posté, mais attention, dans le cadre européen (Messieurs les britanniques, germains, italiens et espagnols, réduisez les premiers !) ; et à condition de traduire cet objectif général dans chaque fédération et métier « sous des formes adaptées à leurs réalités, cela va de soi » (*ibid.*), c'est-à-dire dans le respect, toujours, des exigences de la productivité et de la compétitivité, si nécessaire à la conquête des fameux créneaux...

A quoi la CGT répond : non pas à l'échelle européenne demain, chez nous tout de suite. Mais c'est pour ajouter : non pas 35 heures, mais 38 heures... Admirez comment le traditionnel jeu de ping-pong entre les « centralisateurs » CGT et les « localistes » CFDT a changé de sens... sans que changent les

règles du jeu qui consiste à accumuler les obstacles pour ne pas agir... Et si, au-delà des titres publicitaires, on s'aventure dans le document proposé par la CGT au patronat fin janvier (cf. *L'Humanité* du 28-2-78), on verra que la réduction progressive envisagée n'exclut pas le recours aux heures supplémentaires (recours « exceptionnel », bien sûr !) et admet généreusement une durée maximum de 45 heures par semaine avec 9 heures par jour, bref que ce plan consiste une fois de plus à aider le patronat à préparer les papiers par lequel il aménagera à coups de restructuration et de modulation de l'intensité du travail, le temps de travail au mieux de ses intérêts, comme il l'a fait dans les négociations avec les syndicats de la sidérurgie en Allemagne, comme il le fait toujours lorsque la trahison syndicale lui permet de faire tranquillement ses comptes et ses calendriers. Ce dont les prolétaires ont besoin, surtout aujourd'hui, c'est d'une réduction brutale du temps de travail, immédiate et non programmée selon un calendrier savant, générale et non sélective, obligatoire et non négociable, afin de s'opposer à l'accroissement prodigieux de la productivité du travail dû aux restructurations sauvages, et ce indépendamment des « réalités prioritaires » de l'économie nationale. Et cela, ils ne peuvent espérer l'obtenir que par la lutte ouverte, la plus étendue possible, l'extension de cette lutte par delà les frontières étant à la fois un objectif et un produit de la lutte, non le préalable dont la CFDT se sert comme excuse.

Mais la lutte, nous y venons ! annoncent les bonzes des deux centrales, et surtout, cette fois, la CGT... Sentant la fièvre monter, elle promet aux travailleurs une nouvelle recette (rafraîchie récemment par l'extrême gauche populiste) : la marche sur Paris des travailleurs de toutes les branches du Nord, de la Lorraine et de la Loire prévue pour le 23 mars, avec une grève nationale, s'il vous plaît, de la sidérurgie. Mais la CFDT fait la moue : réunir des parlementaires ou d'honorables bonzes syndicaux de toute l'Europe, passe encore. Mais « réunir de façon indifférenciée les travailleurs de toute profession » (Maire, le 2 mars 79), quelle promiscuité ! Sa centrale si soucieuse devrait pourtant être rassurée par les buts officiels de la marche avancés dans le communiqué CGT : « Pour la sauvegarde de la sidérurgie, de son potentiel, pour le développement industriel », etc. Mais la CFDT voit plus loin : elle estime (dit-elle) qu'une telle marche « ne suffirait pas à faire céder le gouverne-

ment », en feignant d'ignorer les timides manœuvres parlementaires du PC et du RPR, mais en les condamnant ailleurs par des rappels vertueux au respect de la majorité démocratique et de la légalité parlementaire. Bref, elle ne s'oppose pas seulement à la méthode politique du PCF et de la CGT, mais condamne en général toute liaison entre lutte économique et lutte politique, précisément sur une question comme le chômage dont la solution, de façon encore plus évidente que pour toute autre question, doit être liée au renversement du capitalisme.

La encore joue à fond l'opposition truquée entre CFDT et CGT : la première clame qu'il faut « ancrer la lutte dans les entreprises » au moment même où il faut en sortir, et la seconde n'en sort que pour noyer les ardeurs des secteurs combattifs dans l'eau glacée d'une « globalisation » sur le terrain stérile de la lutte parlementaire, aux accents patriotiques antiprolétaires.

La lutte des prolétaires devra piétiner tous ces plans, contre-plans, fausses querelles et écrans de sécurité, se ressaisir comme elle le fait déjà sporadiquement des armes de classe pour arracher les revendications répondant aux besoins vitaux des larges masses ouvrières, et propres à souder l'unité, l'unité entre les catégories, entre actifs et chômeurs, entre hommes et femmes, entre prolétaires de toutes les nationalités :

- Indemnité tendant vers le salaire intégral pour tous les licenciés et chômeurs, quels que soient leur âge, sexe, nationalité.
- Au moins le SMIC pour les femmes, jeunes, immigrés à la recherche d'un premier emploi.
- Pour le paiement intégral du salaire en cas de chômage partiel.
- Pour les 35 heures immédiatement, sans réduction du salaire ! Pour la journée de 7 heures maximum sans heures supplémentaires et sans modulation du temps de travail.
- Pas de salaire mensuel inférieur à 2.800 F et 500 F pour tous, tout de suite.

Dans la lutte pour ces objectifs immédiats qui ne peuvent être atteints que par la lutte décidée, la grève la plus large possible et sans limitation de durée, accompagnée de l'organisation d'une véritable autodéfense ouvrière contre la violence bourgeoise, peuvent grandir « la conscience de cette vérité que si la classe ouvrière veut vivre, le capitalisme doit périr » et l'union grandissante des travailleurs qui est une arme indispensable de l'émancipation prolétarienne.

En Asie, se précisent les alignements de force d'un troisième conflit impérialiste

(suite de la page 1)

lement les contradictions et le caractère explosif. Sans doute la Chine est-elle pressée de s'opposer par les armes à l'extension de la puissance vietnamienne et, au-delà, à l'extension de la puissance soviétique. Et sur qui pourrait-elle se faire les dents, sinon sur des voisins plus petits, afin d'assimiler au plus tôt l'expérience de la guerre moderne ?

Il n'est cependant pas dit que l'objectif militaire qui consistait vraisemblablement à obliger le Vietnam à retirer ses troupes du Cambodge ait pu être atteint, ni que la Chine ait finalement donné la « leçon » promise, à voir l'empressement qu'elle a mis pour un cessez-le-feu.

Si les Etats-Unis ne peuvent que se féliciter de l'intervention chinoise (ils ont exprimé leurs « regrets » purement diplomatiques tout en assurant sans doute à Deng que la réaction soviétique serait modérée), on ne peut pas dire que le Japon soit emballé par l'épisode. S'il n'a pas applaudi l'attaque chinoise, il ne l'a pas non plus condamnée : sa position réservée tient au fait que s'il ne veut pas voir se détériorer ses rapports avec l'URSS pour des raisons à la fois économiques (projets de collaboration entre les deux pays), militaires (le Japon est encore sous-équipé par rapport à la puissance militaire soviétique) et même politiques (dans la mesure où les rapports entre le Japon et les pays occidentaux se tendent dans la guerre commerciale que mènent entre eux les différents pays du monde « libre »), il ne veut pas non plus voir lui échapper le prometteur marché chinois.

Un autre signe qui montre l'évolution rapide des positions diplomatiques, c'est ce qui se passe en Corée : depuis un certain temps, Chinois et Japonais faisaient pression en vue d'une « solution pacifique des oppositions » entre le régime « socialiste » du Nord et le régime pro-américain et pro-japonais du Sud. Aujourd'hui, devant l'accentuation des affrontements inter-impérialistes en Asie, Pyongyang et Séoul ont été obligés de changer de politique. Il est vital pour ces deux capitales d'éviter une aggravation de leurs rapports qui risquerait de provoquer un affrontement entre les grandes puissances : Pyongyang et Séoul seraient alors impliqués dans un conflit qui les dépasserait de loin. De plus, les pressions exercées sur les deux capitales se sont accrues

récemment. Les convergences entre Pékin, Washington et Tokyo d'une part, la menace d'un accroissement de la puissance soviétique d'autre part ont donc empêché que se poursuive la vieille politique d'hostilité : les propositions de « négociation » et de « réunification pacifique » pleuvent des deux côtés et Pyongyang essaie d'établir des rapports plus étroits (surtout sur le plan économique) avec Tokyo, tandis que Séoul semble chercher timidement un appui à Moscou.

Maintenant, bien que l'on soit loin d'une solution « pacifique » des oppositions dans la péninsule coréenne, il est clair aussi que le climat politique a amené la Corée du Nord à accentuer son détachement à l'égard de l'URSS (même si pour le moment elle a encore besoin de l'aide économique et militaire du Kremlin) et à prendre des attitudes de plus en plus ouvertement pro-chinoises. En effet la Corée du Nord aussi a condamné sévèrement l'intervention vietnamienne au Cambodge.

*

Les événements d'Indochine ont révélé la fragilité de l'équilibre en Asie du Sud-Est et accéléré la tendance à un alignement des forces parrainé par les USA et la Chine (même si c'est de façon tout à fait « informelle ») dans un sens antisoviétique. Dans cette tendance, à laquelle la Chine est obligée par l'encerclement stratégique qui la menace et par ses exigences de « modernisation », le Japon est entraîné presque malgré lui, étant donné l'importance pour le capital japonais du marché chinois en expansion et du Sud-Est asiatique dans son ensemble. Les Etats-Unis pour leur part — même s'ils ont du mal à contrôler le tourbillon des événements — réussissent encore à dominer sur le plan stratégique : comme l'Angleterre par rapport à l'Europe au XIX^e siècle, Washington tend à jouer le rôle de la super-puissance « extérieure » qui tire parti des oppositions que connaissent les autres pays afin de jouer un rôle de médiation et, en même temps, de domination.

Le voyage de Deng Xiaoping en Amérique l'a montré. Se situant dans le contexte, décrit plus haut, des nouvelles tensions en Asie (même s'il a été préparé par une longue évolution précédente), il n'a que partiellement satisfait les attentes chinoises. En effet

les Américains n'ont pas appuyé de façon enthousiaste l'antisoviétisme de Pékin et ont plutôt cherché à tirer parti des désirs de la Chine afin d'obtenir de bonnes affaires pour les sociétés américaines et de jouer la carte chinoise dans les négociations avec l'URSS à un niveau global.

Toutefois — bien que l'on ne connaisse pas avec certitude le contenu réel des entretiens et des accords secrets qui ont peut-être été conclus — Deng doit bien avoir obtenu quelque chose. De même que ce n'est pas par hasard que l'attaque vietnamienne contre le Cambodge a été précédée de la signature, le 3 novembre 1978, du « Traité de Paix et d'Amitié » conclu à Moscou entre l'URSS et le Vietnam, de même ce n'est sûrement pas par hasard que l'attaque chinoise contre le Vietnam a été précédée par le voyage de Deng Xiaoping aux Etats-Unis et son escale au Japon au cours du voyage de retour (où d'ailleurs il a reçu un accueil si prudent qu'il a pu paraître froid, étant donné que Tokyo est sérieusement préoccupé par l'aggravation de l'antagonisme entre la Chine et l'URSS, qui pourrait l'impliquer, et inquiet de voir que le capital américain pourrait le « doubler » dans la pénétration en Chine). D'autre part, on sait que Carter, au sommet « informel » de la Guadeloupe, a donné son accord à ses « alliés » éventuellement désireux de fournir des armes à la Chine.

Enfin, même si Pékin ne peut pas aujourd'hui s'engager dans un conflit décisif contre un Vietnam appuyé par l'URSS, et même si les Américains ont freiné, au bout de quinze jours de campagne, les ardeurs des Chinois, l'attaque de la Chine contre le Vietnam montre que l'équilibre est rompu dans le Sud-Est asiatique et qu'une ère de confrontations armées s'annonce.

En 1978 trois traités de « paix » ont été signés en Asie : entre la Chine et le Japon en août, entre le Vietnam et l'URSS en novembre, entre la Chine et les Etats-Unis en décembre. Plus ils parlent de la paix et plus les différents capitalismes — et non pas les différents « socialismes » comme le proclament en chœur bourgeois et opportunistes — préparent la guerre. Il est clair qu'une troisième guerre mondiale devient toujours plus l'issue nécessaire — même si elle n'est pas immédiate — des antagonismes inter-impérialistes. Seule la révolution prolétarienne peut lui couper l'herbe sous les pieds.

Presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 4
(24 février 1979) de

il programma comunista

- E. l'albero maledetto dello Stato nazionale, dell'economia nazionale, del « socialismo nazionale », che va sradicato e abbattuto per sempre, in Asia come dovunque.
- Dall'Iran all'Indocina : si precisano gli schieramenti e aumentano i pericoli di guerra.
- Malgrado l'opportunismo in tutte le sue varianti, la pace fra classi è lungi dal regnare in Spagna.
- Alcune lezioni dall'Iran.
- Potenza del « comando capitalistico » o incontrollata reazione alla caduta del saggio di profitto ?
- Germania : la legislazione sui lavoratori immigrati.
- I lavoratori inglesi di fronte al nuovo « patto sociale ».
- Lotte operaie e problemi sindacali : Un'opposizione che non esce da vecchie ambiguità. Opportunismo all'opera alla Lichimica. Contro il collaborazionismo disfattista : lotta in difesa degli interessi di classe !

★

EL PROGRAMA COMUNISTA

★

Communist Program

★

Kommunistisches Programm

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2^e jeudi de chaque mois, soit le 12 avril et le 10 mai, de 19 h 30 à 21 h 30, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

• A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit les 17 et 31 mars.

• A Amiens : tous les lundis de 12 h 30 à 14 h, Café Le Lutetia, rue Saint Leu.

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 heures, soit les 17 et 31 mars.

• A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

• A Grenoble : le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 25 mars et le 29 avril.

• Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, soit le 18 mars et le 1^{er} avril.

• A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 à 12 h (derrière l'Eglise) le 1^{er} dimanche de chaque mois ainsi que tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, les dimanches 11 et 25 mars.

• A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talensac, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 1^{er} avril et le 6 mai.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le 3^e dimanche de chaque mois, soit le 18 mars et le 15 avril.

• A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

• A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE

Editions Programme
32, rue du Pré-du-Marché
1004 LAUSANNE

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926